

§ 2. Le transporteur conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, le transporteur transmet au Département du Sol et des Déchets, Direction des Infrastructures de Gestion et de la Politique des Déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. En exécution de l'article 18, § 1^{er}, du décret du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, le transporteur transmet semestriellement au Département du Sol et des Déchets, Direction des Instruments économiques et des Outils financiers, une déclaration fiscale sur base des modèles communiqués par le Département du Sol et des Déchets.

Art. 11. Si le transporteur souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, il en opère notification au Département du Sol et des Déchets, Direction des Infrastructures de Gestion et de la Politique des Déchets, qui en prend acte.

Art. 12. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 1013/2006/CE concernant les transferts de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée au transporteur la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition du transporteur soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que le transporteur n'ait été entendu.

Art. 13. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Art. 14. Le présent acte entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 8 mars 2019.

B. QUEVY

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/30498]

2 MAI 2019. — Arrêté 2018/2665 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1^{er} ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4,1° ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 portant des dispositions relatives aux formations donnant accès à un grade des rangs 29,25 et 35;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant les allocations et les indemnités accordées aux membres de la Commission d'évaluation de l'acquis ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 11 décembre 2018 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 21 février 2019 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 7 février 2019 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 7 février 2019 ;

Vu le protocole n° 2019/11 du 13 mars 2019 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis 65.768/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 2. Dans l'article 54 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999, le § 2 est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 55 du même arrêté modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Dans les §§ 3 et 4, les mots « pour la promotion par avancement de grade ou » sont chaque fois abrogés ;

2^o Dans le § 3, les mots « Le service de la formation des services du Collège » sont remplacés par les mots « La cellule du développement des compétences professionnelles ».

Art. 4. Dans l'article 197 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 199 § 1^{er} du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, le 4^{ème} tiret est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 200, § 1^{er} du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012 et modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017, les mots « l'avancement aux rangs 25 et 35 » sont remplacés par les mots « la promotion en carrière plane aux rangs 25 et 35 ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 7. Dans l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017, le 2^o est abrogé.

Art. 8. Les articles 9 et 10 du même arrêté modifiés par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017 sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 9. Pour être promu à un grade auquel il est pourvu selon les règles de la carrière plane, le fonctionnaire doit avoir reçu la mention d'évaluation globale « positive » ou « moyenne ».

Dans le cas où le fonctionnaire a reçu la mention d'évaluation globale " réservée " ou " négative ", le bénéfice de la promotion en carrière plane lui est retardé jusqu'à l'octroi de la mention d'évaluation globale " positive " ou " moyenne ".

Art. 10. § 1^{er}. Les grades de rang 11 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 10 comptant 4 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 29 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 28 comptant 3 années d'ancienneté de grade et qui satisfont à la condition de formation visée à l'article 10/1.

Les grades de rang 28 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 27 comptant 8 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 27 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 26 comptant 4 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 25 sont conférés selon les règles de la carrière plane, ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 24 comptant 3 années d'ancienneté de grade et qui satisfont à la condition de formation visée à l'article 10/1.

Les grades de rang 24 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 22 comptant 8 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 22 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 20 comptant 4 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 35 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 34 comptant 3 années d'ancienneté de grade et qui satisfont à la condition de formation visées à l'article 10/1.

Les grades de rang 34 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 32 comptant 8 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 32 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 30 comptant 4 années d'ancienneté de grade.

Art. 10/1. § 1^{er}. Est promu à un grade du rang 29, le fonctionnaire de rang 28 ayant suivi avec succès une formation désignée dans le plan bisannuel de formation comme donnant accès à la promotion au rang 29. Cette formation doit avoir été suivie endéans les deux ans qui précèdent la promotion au rang 29.

Est promu à un grade de rang 25, le fonctionnaire de rang 24 ayant suivi avec succès une formation désignée dans le plan bisannuel de formation comme donnant accès à la promotion au rang 25. Cette formation doit avoir été suivie endéans les deux ans qui précèdent la promotion au rang 25.

Est promu à un grade de rang 35, le fonctionnaire de rang 34 ayant suivi avec succès une formation désignée dans le plan bisannuel de formation comme donnant accès à la promotion au rang 35. Cette formation doit avoir été suivie endéans les deux ans qui précèdent la promotion au rang 35

§ 2. Le fonctionnaire doit assurer une présence effective pendant tout le déroulement de la formation ».

Art. 9. Dans le chapitre II, section 3 du même arrêté, la sous-section 2 comportant les articles 14 à 16 est abrogée.

Art. 10. L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.23. Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 34, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est classé au rang 35 :

| | |
|---------------------------------|----------------------------|
| Adjoint administratif principal | Adjoint administratif chef |
| Adjoint de métier principal | Adjoint de métier chef |

Les promotions visées par le présent article sont conférées selon les règles de la promotion en carrière plane, sous réserve d'avoir suivi avec succès la formation visée à l'article 10/1 ».

Art. 11. L'article 27 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.27. Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 24, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est classé au rang 25 :

| | |
|-----------------------------------|------------------------------|
| Assistant administratif principal | Assistant administratif chef |
| Assistant technique principal | Assistant technique chef |

Les promotions visées par le présent article sont conférées selon les règles de la promotion en carrière plane, sous réserve d'avoir suivi avec succès la formation visée à l'article 10/1 ».

Art. 12. Dans l'article 29/1, alinéa 2, les mots « à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Collège relatif à la formation » sont remplacés par les mots « à l'article 10/1 ».

Art. 13. § 1^{er}. Dans l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017, les lignes du tableau relatives au rang 25 sont remplacées par ce qui suit :

| | | | | | | |
|----|------------------------------|---------------------------|--|-----|-----|---|
| 25 | Assistant administratif chef | Un autre grade du rang 25 | Promotion en carrière plane Assistant administratif principal (R.24) | non | Non | - Compter une ancienneté de grade de 3 ans et satisfaire aux conditions de formation (articles 10, 10/1 et 27) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 19) |
| | Assistant technique chef | Un autre grade de rang 25 | Promotion en carrière plane Assistant technique principal (R.24) | non | non | - Compter une ancienneté de grade de 3 ans et satisfaire aux conditions de formation (articles 10, 10/1 et 27) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 19) |

§ 2. Dans l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017, les lignes du tableau relatives au rang 35 sont remplacées par ce qui suit :

| | | | | | | |
|----|----------------------------|---------------------------|--|-----|-----|---|
| 35 | Adjoint administratif chef | Un autre grade du rang 35 | Promotion en carrière plane Adjoint administratif principal (R.34) | non | Non | - Compter une ancienneté de grade de 3 ans et satisfaire aux conditions de formation (articles 10, 10/1 et 23) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 19) |
| | Adjoint de métier chef | Un autre grade de rang 35 | Promotion en carrière plane Adjoint de métier principal (R.34) | non | non | - Compter une ancienneté de grade de 3 ans et satisfaire aux conditions de formation (articles 10, 10/1 et 23) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 19) |

Art. 14. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 portant des dispositions relatives aux formations donnant accès à un grade des rangs 29,25 et 35 est abrogé.

Art. 15. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant les allocations et les indemnités accordées aux membres de la Commission d'évaluation de l'acquis est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Le Membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 mai 2019.

Par le Collège :
F. LAANAN,
Présidente du Collège
C. JODOGNE,
Membre du Collège chargé de la fonction publique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/30498]

2 MEI 2019. — Besluit 2018/2665 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van de institutionele hervormingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 januari 2014 ;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, artikel 79 § 1 ;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de bevoegdheden van Franse Gemeenschap die overgeheveld zijn naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1^o ;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie ;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie ;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de bepalingen inzake de opleidingen die toegang verlenen naar een graad in de rangen 25 en 35 ;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen die worden toegekend aan de leden van de Commissie voor de evaluatie van de verworven kennis;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 2018 ;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, gegeven op 21 februari 2019 ;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van mannen en vrouwen van 7 februari 2019 ;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit op de situatie van personen met een handicap van 7 februari 2019 ;

Gelet op het protocol nr. 2019/11 van 13 maart 2019 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie ;

Gelet op het advies 65.768/4 van de Raad van State gegeven op 24 april 2019, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op voorstel van het lid van het College belast met Openbaar Ambt ;

Na beraadslaging ,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 ervan.

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 2. In artikel 54 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 wordt § 2 opgeheven.

Art. 3. In artikel 55 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In §§ 3 en 4, worden de woorden “voor de bevordering door verhoging in graad of” telkens opgeheven ;

2^o In § 3 worden de woorden “De dienst opleiding van de diensten van het College” vervangen door de woorden “De cel voor ontwikkeling van professionele vaardigheden”

Art. 4. In artikel 197 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt het 4de lid opgeheven.

Art. 5. In artikel 199 § 1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt het 4de streepje opgeheven.

Art. 6. In artikel 200, § 1 van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 en gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017, worden de woorden “de verhoging in rang 25 en 35” vervangen door de woorden “de bevordering in vlakke loopbaan tot rang 25 en 35”.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 7. In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017, wordt 2° opgeheven.

Art. 8. De artikelen 9 en 10 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017 worden vervangen door wat volgt:

“Art. 9. Om bevorderd te worden tot de graad die hij kan bekomen volgens de regels van de vlakke loopbaan, dient de ambtenaar de “positieve” of “gemiddelde” globale evaluatievermelding te hebben verkregen.

Wanneer de ambtenaar een “negatieve” of een globale evaluatievermelding “met voorbehoud” heeft gekregen, wordt het recht op bevordering in een vlakke loopbaan opgeschort tot hij een “positieve” of “gemiddelde” evaluatievermelding heeft gekregen.

Art. 10. § 1. De graden van rang 11 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 10 met 4 jaar graadanciënniteit.

De graden van rang 29 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 28 met 3 jaar graadanciënniteit die voldoen aan de opleidingsvoorwaarde bedoeld in artikel 10/1.

De graden van rang 28 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 27 met 8 jaar graadanciënniteit.

De graden van rang 27 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 26 met 4 jaar graadanciënniteit.

De graden van rang 25 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 24 met 3 jaar graadanciënniteit die voldoen aan de opleidingsvoorwaarde bedoeld in artikel 10/1.

De graden van rang 24 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 22 met 8 jaar graadanciënniteit.

De graden van rang 22 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 20 met 4 jaar graadanciënniteit.

De graden van rang 35 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 34 met 3 jaar graadanciënniteit die voldoen aan de opleidingsvoorwaarde bedoeld in artikel 10/1.

De graden van rang 34 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 32 met 8 jaar graadanciënniteit.

De graden van rang 32 worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden voor de ambtenaren van rang 30 met 4 jaar graadanciënniteit.

Art. 10/1. § 1. Wordt bevorderd tot een graad van rang 29, de ambtenaar van rang 28 die met succes een opleiding heeft gevolgd die aangegeven staat in het tweejaarlijkse opleidingsplan als verlenende toegang tot de bevordering tot rang 29. Deze opleiding moet gevolgd zijn binnen de twee jaar die de bevordering tot rang 29 voorafgaat.

Wordt bevorderd tot een graad van rang 25, de ambtenaar van rang 24 die met succes een opleiding heeft gevolgd die aangegeven staat in het tweejaarlijkse opleidingsplan als verlenende toegang tot de bevordering tot rang 25. Deze opleiding moet gevolgd zijn binnen de twee jaar die de bevordering tot rang 25 voorafgaat.

Wordt bevorderd tot een graad van rang 35, de ambtenaar van rang 34 die met succes een opleiding heeft gevolgd die aangegeven staat in het tweejaarlijkse opleidingsplan als verlenende toegang tot de bevordering tot rang 35. Deze opleiding moet gevolgd zijn binnen de twee jaar die de bevordering tot rang 35 voorafgaat.

§ 2. De ambtenaar moet een effectieve aanwezigheid waarborgen gedurende het volledige verloop van de opleiding. ».

Art. 9. In hoofdstuk II, afdeling 3 van hetzelfde besluit, wordt onderafdeling 2 met de artikelen 14 tot 16 opgeheven.

Art. 10. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

“Art.23. Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 34, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 35

| | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Eerstaanwendend bestuursadjunct | Hoofd bestuursadjunct |
| Eerstaanwendend adjunct-vakman | Hoofd adjunct-vakman |

De in dit artikel bedoelde bevorderingen worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; onder voorbehoud dat met succes de in artikel 10/1 bedoelde opleiding werd gevolgd.”

Art. 11. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art.27. Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 24, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 25

| | |
|----------------------------------|---------------------------|
| Eerstaanwend bestuursassistent | Hoofdbestuursassistent |
| Eerstaanwend technisch assistent | Hoofd technisch assistent |

De in dit artikel bedoelde bevorderingen worden begeven volgens de regels van de vlakke loopbaan; onder voorbehoud dat met succes de in artikel 10/1 bedoelde opleiding werd gevolgd."

Art. 12. In artikel 29/1, tweede lid, worden de woorden "in artikel 5, § 1, van het besluit van het College betreffende de opleiding" vervangen door de woorden "in artikel 10/1".

Art. 13. § 1. In de bijlage II van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017 worden de lijnen van de tabel met betrekking tot rang 25 vervangen door wat volgt :

| | | | | | | |
|----|----------------------------------|------------------------------------|--|-----|-----|--|
| 25 | Hoofd- bestuurs- assistent | Een andere graad van rang 25 | Bevordering in vlakke loopbaan Eerstaanwend bestuursassistent (R. 24) | nee | Nee | - een graadanciënniteit hebben van 3 jaar en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (arti- kelen 10, 10/1 en 27) - voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamhe- den hebben doorstaan (arti- kel 19) |
| | Hoofd Technisch assistent | Een andere graad van rang 25 | Bevordering in vlakke loopbaan Eerstaanwend technisch assistent (R.24) | nee | nee | - een graadanciënniteit hebben van 3 jaar en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (arti- kelen 10, 10/1 en 27) - voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamhe- den hebben doorstaan (arti- kel 19) |

§ 2. In de bijlage II van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017 worden de lijnen van de tabel met betrekking tot rang 25 vervangen door wat volgt :

| | | | | | | |
|----|--------------------------------|------------------------------------|---|-----|-----|--|
| 35 | Hoofd- bestuurs- adjunct | Een andere graad van rang 35 | Bevordering in vlakke loopbaan Eerstaanwend bestuursadjunct (R34) | nee | Nee | - een graadanciënniteit hebben van 3 jaar en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (arti- kelen 10, 10/1 en 23) - voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamhe- den hebben doorstaan (arti- kel 19) |
| | Hoofd adjunct- vakman | Een andere graad van rang 35 | Bevordering in vlakke loopbaan Eerstaanwend adjunct-vakman (R34) | nee | nee | - een graadanciënniteit hebben van 3 jaar en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (arti- kelen 10, 10/1 en 23) - voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamhe- den hebben doorstaan (arti- kel 19) |

Art. 14. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de bepalingen inzake de opleidingen die toegang verlenen naar een graad in de rangen 29, 25 en 35 wordt opgeheven.

Art. 15. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen die worden toegekend aan de leden van de Commissie voor de evaluatie van de verworven kennis wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 17. Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 mei 2019.

Voor het College :

F. LAANAN,

Voorzitter van het College

C. JODOGNE,

Lid van het College belast met Openbaar Ambt